

## Le bilan de la politique étrangère du gouvernement Harper

**Rémi DESCHEYER**

Les élections fédérales canadiennes d'octobre 2015 ont vu la défaite du gouvernement conservateur de Stephen Harper et le retour au pouvoir du Parti libéral. Le nouveau Premier ministre Justin Trudeau a aussitôt mis fin aux opérations de combat de son pays contre l'État islamique dans le cadre de la coalition internationale, respectant ainsi l'une de ses promesses de campagne.

L'arrivée des conservateurs en 2006 avait marqué le début d'une rupture avec la tradition internationaliste et multilatéraliste du Canada. Quelle politique étrangère ont-ils pratiqué durant ces dix années au pouvoir ? S'agissait-il d'un néoconservatisme, parallèle à la politique menée par G. W. Bush aux États-Unis ? Faut-il parler de « néocontinentalisme », au travers d'un soutien indéfectible à l'égard de l'allié américain ? S'agissait-il d'une idéologie sous-jacente guidant toute décision, ou plutôt d'une politique pragmatique ? Quelles furent les conséquences des années Harper sur la réputation du pays à l'étranger ? Quatre mois après le départ du gouvernement, un premier bilan peut être dressé.

### **1945-2006 : la tradition internationaliste**

Après la victoire de 1945, la politique étrangère canadienne s'établit sur les principes de l'internationalisme libéral, caractérisé par le respect de la diplomatie et des institutions internationales, la promotion des droits de l'homme, des valeurs de paix et de justice sociale, et la réticence à recourir à la force pour résoudre les conflits. Le prix Nobel de la paix Lester Pearson, grand artisan de la résolution de la crise de Suez en 1957, puis Premier ministre libéral de 1963 à 1968 et opposé à la guerre du Vietnam, incarne au mieux cette vision de la politique étrangère. Parfois romancée avec le recul,

Rémi DESCHEYER  
collabore régulièrement  
au Programme  
Amérique du Nord.

*Les opinions exprimées dans  
ce texte n'engagent que leur  
auteur.*

ISBN : 978-2-36567-523-9

© Tous droits réservés,  
Paris, Ifri

10 février 2016

ifri

attribuant au Canada un poids plus grand qu'il n'a pu avoir, elle connaît toutefois des traductions concrètes. Ainsi le protocole de Montréal de 1987, relatif à la protection de la couche d'ozone, est le premier accord international de protection de l'environnement à obtenir une ratification universelle. La convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel montre également l'engagement du Canada dans le système international. Dans les années 1980 et 1990, sous l'impulsion du ministre Lloyd Axworthy, le Canada est l'un des premiers pays contributeurs de Casques bleus au monde, avec 1 000 Casques bleus en 1990 (1<sup>er</sup> pays) et 1 500 en 1995 (9<sup>e</sup> pays).

## **2006 : le néoconservatisme canadien**

Le néoconservatisme américain tente, par une politique étrangère fondée sur des considérations morales, d'influer sur la société nationale face à une crise morale supposée ou réelle. Bien que revêtant de grandes similarités avec ce modèle, le néoconservatisme canadien présente des particularités qui n'en font pas qu'un simple article d'importation<sup>1</sup>.

La base électorale de Harper repose sur le terreau conservateur, traditionaliste et populiste des Prairies (Alberta, Manitoba), dont les partis principaux ont toujours défendu le peuple contre les puissants, les petits propriétaires terriens contre les grands capitalistes, l'Ouest contre l'influence jugée néfaste et excessive du Centre (et donc du gouvernement fédéral). L'« École de Calgary », groupe de penseurs conservateurs de l'université de Calgary (Alberta) dont est issu Harper, est considérée comme l'influence majeure derrière chaque décision de son gouvernement. Cette école s'inscrit dans la tradition populiste et constitue le socle du néoconservatisme canadien. La spécificité canadienne vient d'une tentative inédite de protéger la morale traditionnelle du peuple face à une décadence supposément causée par le relativisme, le multiculturalisme et le postmatérialisme d'élites déconnectées de la réalité<sup>2</sup>, ce qui la démarque du cas américain.

Dans les faits, le néoconservatisme canadien se caractérise par les 5 éléments suivants :

- L'exigence d'une politique étrangère morale. Ainsi, Harper insistait-il sur la supériorité morale du Canada à travers une rhétorique empreinte de références à la lutte entre le Bien et le Mal, et aux valeurs conservatrices de loi, tradition, ordre et religion. La lutte contre le terrorisme, l'opposition au programme nucléaire iranien ou à l'annexion de la Crimée par la Russie, par exemple, sont définis en termes moraux.

---

1. M. Dorion-Soulié, « Le tournant néoconservateur de la politique étrangère canadienne sous Stephen Harper : conceptualisation et études de cas », *Études internationales*, volume 45, n° 4, décembre 2014.

2. Cette opposition Ouest-Centre est particulièrement visible dans le discours de victoire de Stephen Harper en 2006 : « To the people of the West, let me say one thing and let me be clear: the West is now in. Canada will work for all of us. »

- Un soutien inconditionnel à l'allié américain, garant de l'ordre mondial et donc de la prospérité économique indispensable à toute moralisation de la société. Le Canada acquiert ainsi une nouvelle identité internationale basée sur la puissance économique et militaire. La relation d'interdépendance entre les deux pays en matière d'économie et de sécurité justifie la primauté donnée à l'ensemble nord-américain par Ottawa, et désignée par le terme de « néocontinentalisme<sup>3</sup> ». L'engagement militaire en Afghanistan, en Libye et contre l'EI en Irak et en Syrie dans le cadre de l'OTAN en est la preuve. De même, une stratégie de promotion de la démocratie et de *regime change* rappelant l'intervention américaine de 2003 est défendue.
- Le recours au *hard power* autour de sanctions économiques, de l'utilisation de la force armée, et de l'envoi de conseillers militaires, a constitué l'instrument principal du gouvernement canadien, à l'opposé de la tradition internationaliste misant sur le système des Nations unies. La participation du pays à la coalition contre l'EI et l'envoi de conseillers militaires auprès du gouvernement ukrainien et des peshmergas kurdes s'inscrivent dans cette perspective.
- Pour populariser le recours à la force armée, on assiste à une forme de « militarisation » du pays. L'identité militaire du Canada est renforcée avec l'augmentation du nombre de commémorations militaires, notamment pour la guerre de 1812 et la bataille de Vimy, qui font partie des mythes fondateurs de la nation canadienne. Un grand attachement à la couronne britannique est affiché, avec la « royalisation » des Forces canadiennes. Seule l'augmentation annoncée du budget de la Défense ne put se réaliser à cause du ralentissement économique.
- Enfin, le gouvernement Harper critiqua sans relâche les institutions multilatérales et en particulier l'ONU. L'accent fut davantage mis sur la poursuite de relations bilatérales avec les pays partenaires (AECG, TPP). L'aide canadienne aux missions de maintien de la paix fut réduite (le Canada devint le 68<sup>e</sup> pays contributeur en 2015 avec 116 personnels) ainsi que l'aide au développement. La politique environnementale du pays fut redéfinie afin de mieux soutenir l'industrie pétrolière et faire du pays une superpuissance énergétique : le Canada se retira du protocole de Kyoto en 2012. Enfin, le rôle des diplomates canadiens fut fortement diminué, signe d'une méfiance à l'égard de l'administration et de la bureaucratie fédérale. Ainsi, comment ne pas déplorer, parmi d'autres exemples, la fermeture de l'ambassade du Canada à Téhéran en 2012 ?

---

3. Cette loyauté n'exclut pas des divergences entre les deux pays. Voir R. Descheyer, « Best friends, eh? The Arctic, Keystone XL and the Canada-United States Relationship in 2015 », *Actuelles de l'Ifri*, juillet 2015.

## Les conséquences sur la réputation du pays

Le bilan des années Harper est contrasté. Si la réputation du Canada est au plus haut à Jérusalem, Kiev et Erbil (principaux récipiendaires du soutien d'Ottawa), il n'en va pas de même dans le reste du monde. Les conséquences du virage néoconservateur sont notamment visibles dans l'échec retentissant du Canada à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2010, au profit du Portugal.

Le soutien inconditionnel de Harper à l'égard d'Israël est sans doute à blâmer pour cet échec, puisque le vote de nombreuses nations arabes a manqué dans l'élection pour ce siège au Conseil de sécurité. Lors de l'élection du Hamas à la tête de l'Autorité palestinienne en 2006 (élections jugées libres par les observateurs), le Canada a été le second pays, après Israël, et avant les États-Unis de G. W. Bush, à mettre en place des sanctions contre le nouveau régime. Par la suite, la contribution canadienne à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) n'a cessé de diminuer, pour être complètement stoppée à partir de 2012. On peut se demander si ces décisions étaient très avisées. En effet, l'entrée du Canada au Conseil de sécurité lui aurait permis *in fine* de mener une politique beaucoup plus efficace pour servir les intérêts alliés, israéliens et américains, dans la région.

En matière de diplomatie des droits de l'homme, le bilan est également mitigé. Si le respect des libertés fondamentales est resté au cœur des relations avec l'Iran ou la Corée du Nord par exemple, il n'en a pas été de même lorsque des intérêts économiques entraient en jeu. Les conservateurs se sont d'abord montrés fermes à l'égard de la Chine : le Dalaï-lama a été fait citoyen d'honneur du Canada en 2006 et Harper a refusé de se rendre à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin en 2008. Mais la crise économique de 2008 et le besoin de trouver de nouveaux débouchés pour les gaz et pétroles canadiens compte tenu des difficultés du projet de pipeline Keystone XL aux États-Unis ont relégué les considérations humanitaires au second plan. La défense des droits de l'homme est passée au second plan, malgré la rhétorique officielle.

La politique étrangère a également servi des intérêts de politique intérieure. Comment ne pas voir dans la politique active contre la Russie de Vladimir Poutine et le soutien affiché au régime du président Petro Porochenko en Ukraine un message adressé à l'importante diaspora ukrainienne au Canada (dont 1,3 million de personnes se réclament) et qui plus est dans les Prairies ? Il s'agissait de rassurer l'opinion en montrant la détermination du gouvernement à se défendre face à l'ancien adversaire de guerre froide, dans la perspective d'une confrontation future sur la question de l'Arctique.

## **Les perspectives de Justin Trudeau**

Tout au long de la campagne pour les élections fédérales, le parti Libéral a mis l'accent sur un retour à l'internationalisme traditionnel du Canada en matière de politique étrangère. Après quatre mois au pouvoir, les premiers effets de la gouvernance de Trudeau sont visibles. Le succès de la COP21 a permis à la délégation canadienne de justifier sa volonté de redevenir un acteur de premier plan dans les institutions internationales : « Le Canada est de retour » a même déclaré Trudeau. Là où l'opacité de la méthode Harper faisait débat, le nouveau Premier ministre a adopté une approche plus inclusive, invitant dans sa délégation les responsables des partis d'opposition (sauf les Conservateurs, sans chef suite à la démission d'Harper), les Premiers ministres des principales provinces et les maires des grandes villes. L'accueil de 20 000 réfugiés syriens, ainsi que l'arrêt des opérations de combat en Irak et en Syrie, ont également marqué le changement avec le pouvoir précédent.

Mais cette rupture n'est pas totale. Justin Trudeau devrait maintenir une ligne ferme face à la Russie, et continuer à soutenir le régime ukrainien avec des moyens militaires et économiques. Au Moyen-Orient, les Libéraux s'inscrivent sur la même ligne que les Conservateurs en prônant une solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien. Si le Canada n'interviendra plus directement contre l'EI, il devrait renforcer sa présence auprès des peshmergas kurdes et proposer à Bagdad d'envoyer des conseillers militaires former ses forces armées.